

Réunion du Comité de Pilotage Afrique

Douala, 23 et 24 janvier 2018

Procès-verbal

Participants

Membres du Comité de Pilotage Afrique

1. Tiemoko Souleymane SANGARE (TS), vice-président et représentant pour l'Afrique de l'Ouest francophone
2. Erisa DANLADI (ED), représentante pour l'Afrique de l'Ouest anglophone
3. Faith NWADISHI (FN), représentante du conseil international de l'ITIE
4. Dupleix KUENZOB (DK), représentant pour l'Afrique centrale
5. Brice MACKOSSO (BM), représentant du conseil international de l'ITIE

Secrétariat International

1. Stéphanie ROCHFORD (SR), Directrice de la participation des membres
2. Demba SEYDI (DS), Coordonnateur régional de l'Afrique de l'Ouest

Observateurs

- Evelyne TSAGUE (ET), Natural Resource Governance Institute (NRGI)

Excusés

1. Mutuso DHLIWAYO, président et représentant pour l'Afrique orientale et australe
2. Moses KULABA, représentant du conseil international de l'ITIE
3. Elisa Peter, Directrice Exécutive

Décisions

- Le CPA a adopté le document portant « méthodes de travail » pour améliorer son efficacité et sa redevabilité envers les membres de PCQVP Afrique
- La demande de réintégration de la coalition du Gabon a été approuvée et une mission sera entreprise par le représentant sous régional pour installer officiellement la coalition

Actions

Action	Responsabilité	Délai
Élaborer un projet de document des méthodes de travail et le partager avec le CPA pour observations	SR et DS	D'ici la fin février 2018

Adopter le document des méthodes de travail	CPA	D'ici la fin mars 2018
Partager la version finale de la Charte Afrique aux membres du CPA	SR et DS	D'ici la fin janvier 2018
Élaborer un projet de document pour recueillir les enseignements tirés de l'expérience visant à aborder les défis que pose la gouvernance avec les coalitions nationales PCQVP	SR et DS, avec la contribution du CPA	D'ici à la prochaine réunion du CPA
Faire circuler un sondage Doodle pour déterminer les dates de la réunion conjointe CPA/Conseil Mondial à l'automne 2018	Secrétariat PCQVP	Mai 2018

Jour 1

Accueil et présentation

Le Vice-président, TS, ayant présidé la réunion, a souhaité la bienvenue aux participants et a ouvert la séance, en encourageant les nouveaux membres du Comité de Pilotage Afrique qui ont été élus à Livingstone en juillet 2018 à relever les défis qu'implique leur rôle. Le président a noté que l'ordre du jour est très ambitieux, ce qui implique de fournir des efforts poussés au cours des deux prochains jours afin d'atteindre les objectifs. Le Président a invité les personnes présentes à fournir des commentaires sur l'ordre du jour. Aucun commentaire n'a été fait et l'ordre du jour a été adopté.

Les participants ont été invités à se présenter, ainsi qu'à présenter leurs collègues respectifs. Le Secrétariat International a remercié DK et la coalition au Cameroun pour leur volonté d'accueillir la réunion et leur soutien dans son organisation et sa planification.

Examen des actions

Le Secrétariat International a présenté un aperçu des actions décidées lors des deux réunions présentielles précédentes qui se sont déroulées à Conakry (janvier 2017) et en Zambie (juillet 2017) ; ainsi que des actions décidées lors des deux conférences téléphoniques qui ont eu lieu en août et novembre 2017. Le Secrétariat a mis en relief certains des points clés, tels que :

- l'accord de prioriser la redynamisation de PCQVP en Afrique de l'ouest anglophone. Suite à des commentaires obtenus du CPA quant à l'approche, le Secrétariat International soutient le représentant sous régional dans la préparation et la mise en œuvre de l'approche de

redynamisation. Le CPA dans son ensemble continuera à être tenu informé à mesure que les plans se concrétisent.

- un financement obtenu pour un projet pilote en Afrique de l'Ouest sur le genre et l'ITIE. Il a été noté que bien que le projet se concentre principalement sur trois pays francophones (Guinée, Burkina Faso et Sénégal), il couvrira aussi des actions dans les pays anglophones via un accord de cofinancement conclu avec Oxfam.
- Une candidature officielle de réaffiliation à PCQVP a été reçue d'une coalition de la société civile au Gabon (elle sera examinée davantage au cours de cette réunion du CPA conformément à l'ordre du jour).
- Le processus de consultation permanente avec tous les membres de PCQVP au sujet du plan stratégique de la coalition mondiale pour la période allant de 2020 à 2025. Le secrétariat International a remercié le CPA pour son appui s'agissant de diffuser parmi les membres en 2017 un sondage sur ce sujet, et il a été retenu que le CPA continuera de jouer un rôle de leadership important en 2018 pour s'assurer que les membres de PCQVP dans le continent soient impliqués dans les consultations en cours au sujet du projet de stratégie.

FN a remercié le secrétariat pour l'amélioration des rapports, ce qui aide le CPA dans sa prise de décisions. Elle a fait remarquer qu'avec le départ de la coordinatrice régionale PCQVP, Afrique orientale et australe (ESA) du secrétariat international, la coordination des coalitions anglophones présente désormais des lacunes. Le secrétariat a reconnu l'existence des lacunes et a précisé que l'intention est de recruter un remplaçant pour ce rôle au 2^e trimestre de 2018, alors que le soutien aux coalitions anglophones d'Afrique de l'Ouest se poursuit, comme indiqué ci-dessus, par la stratégie de redynamisation. FN a proposé que le secrétariat envisage de proroger le mandat des coordonnateurs régionaux afin de couvrir tous les pays francophones et anglophones.

Objectifs pour le mandat actuel du CPA (de 2017 à 2020)

Le CPA a été invité à réfléchir en travaux de groupe sur les objectifs majeurs pour son mandat de trois ans, objectifs sur lesquels ils bâtiront leur rapport à l'ensemble des membres de PCQVP lors de la prochaine conférence Afrique en 2020 ; ainsi que d'identifier des priorités spécifiques pour 2018 et 2019. Le CPA a convenu des objectifs suivants :

1. **Stratégie et plaidoyer : Le CPA va jouer un rôle de leadership s'agissant de faire progresser le programme de PCQVP en matière de plaidoyer à l'échelle régionale et internationale**
 - Objectif pour 2018 : Tous les membres de PCQVP en Afrique sont au courant du processus de planification stratégique mondial de PCQVP pour 2020-2025 et y contribuent, y compris sur les questions relatives au genre et à l'industrie extractive
 - Objectif pour 2019 : Les membres du CPA issus de PCQVP mèneront activement des actions de plaidoyer afin de modifier les codes d'exploitation minière, pétrolière et gazière en conformité avec la Vision minière africaine (VMA)

2. **Consolidation du dynamisme des membres et développement : le CPA veillera au dynamisme des coalitions PCQVP en Afrique de l'Ouest et dans d'autres sous-régions**
 - Objectif pour 2018 : le CPA mènera une stratégie de remobilisation des coalitions PCQVP en Afrique de l'Ouest anglophone et dans d'autres sous-régions
 - Objectif pour 2019 : Le CPA poursuivra la remobilisation des membres en Afrique de l'Ouest anglophone et soutiendra de nouvelles coalitions potentielles pour qu'elles rejoignent le mouvement à travers le continent
3. **Gouvernance : Le CPA soutiendra les coalitions PCQVP en Afrique afin qu'elles respectent les principes de fonctionnement de PCQVP**
 - Objectif pour 2018 : Le CPA s'impliquera activement dans les préparatifs de l'Assemblée Mondiale 2019, tout en contribuant à diffuser les principes de fonctionnement de PCQVP à l'endroit des coalitions PCQVP en Afrique
 - Objectif pour 2019 : Le CPA fournira un soutien aux coalitions PCQVP pour davantage de développement institutionnel, notamment lors des Assemblées générales.

Le CPA a discuté des possibilités et des approches stratégiques pour influencer la domestication de la VMA à l'échelle nationale. Il a été noté qu'il n'y a actuellement pas de mouvement d'envergure appelant à la domestication de la VMA chez les membres de PCQVP dans leur ensemble, bien que des efforts aient été consentis en ce sens au niveau national par exemple lors de la révision des codes miniers, pétroliers et gaziers. Le CPA s'est interrogé sur la valeur ajoutée qu'ils pourraient apporter pour atteindre l'objectif de faire progresser la domestication de la VMA. ED a proposé une approche axée sur le niveau régional, par l'intermédiaire de la CEDEAO, etc., plutôt qu'au niveau national. La question du genre a également été proposée comme une priorité stratégique pour le mandat du CPA actuel.

Méthodes de travail

La CPA a accueilli favorablement la proposition d'élaborer des méthodes spécifiques de travail. TS a noté qu'il est important que l'information soit partagée avec les membres par les représentants du CPA eux-mêmes, à la fois avant et après les réunions pour recueillir leurs observations. Un certain nombre de suggestions ont été formulées sur la façon dont des méthodes de travail destinées au CPA pourraient être élaborées, et une version provisoire sera distribuée au CPA pour adoption, tout en désignant une personne contact du CPA au niveau du Secrétariat International afin de soutenir le CPA dans son travail. Il a été noté que l'un des principaux défis de l'ancien CPA concernait la communication, et cela doit se refléter dans les méthodes de travail du CPA. DK a proposé trois niveaux de communication : national, sous régional et au niveau du comité lui-même, notant que la communication doit être ciblée pour chaque niveau afin de s'assurer que les informations les plus pertinentes soient partagées et que les membres ne soient pas surchargés par des tâches relatives à la communication ne relevant pas du domaine stratégique.

Rapport des membres du Conseil Mondial de l'ITIE (FN et BM) et du représentant du Comité de Pilotage Afrique siégeant au sein du Conseil Mondial de PCQVP (DK)

FN a noté qu'il y a actuellement trois membres de PCQVP Afrique au sein du Conseil Mondial (FN, BM et MK), ceux-ci siégeant aussi au sein d'un sous-comité. FN a noté les décisions clés prises depuis l'adoption de la norme en 2013, y compris la suspension de l'Azerbaïdjan (qui a ensuite quitté l'initiative en 2017). FN a présenté le contexte de l'évolution de l'ITIE, depuis les règles adoptées en 2011 jusqu'à la norme adoptée en 2013 (lorsque FN a rejoint le conseil) et la norme révisée en 2016 (y compris le protocole relatif à la participation de la société civile). Aucun pays n'a été validé entre 2013 et 2016 en vertu de la norme de 2013, et dans l'intervalle, de nombreux pays ont eu des difficultés à respecter la norme 2013. S'agissant de l'Afrique, FN a noté que la validation du Niger s'est soldée par un échec en octobre 2017, celui-ci s'expliquant par l'évaluation de la clause 1.3 portant sur la participation de la société civile dans l'ITIE. FN a noté la progression en matière de propriété réelle qui présente un intérêt pour les membres de PCQVP en Afrique, ainsi qu'une nouvelle voie potentielle afin d'étudier la transparence dans le commerce des matières premières. Enfin, une campagne lancée par la société civile en Amérique Latine pour inclure les informations environnementales et sociales dans l'ITIE est également pertinente pour les membres de PCQVP en Afrique, ceux-ci pouvant y associer leur voix.

BM a noté un changement dans le processus de validation, avec le secrétariat de l'ITIE s'engageant dans une collecte initiale d'informations alors qu'un Validateur Indépendant s'en chargeait auparavant. Le système s'est avéré difficile et nécessite une réflexion de la part des membres du Conseil d'Administration issus de la société civile. FN et BM ont soulevé la question de l'intégration. Il s'agit d'un aspect relativement nouveau de l'ITIE et de nombreuses questions demeurent sans réponse au sujet du rôle de la société civile dans ce processus. BM a invité le CPA à réfléchir sur le potentiel d'utiliser les renseignements sur la propriété réelle, y compris la divulgation d'autres données notamment les recettes et les contrats, ainsi que sur la façon dont cela permettrait de réduire la pauvreté à long terme.

Il a également été noté que l'ITIE est en train d'examiner les lignes directrices des collèges qui déterminent le processus de désignation des membres du Conseil d'Administration pour chaque collège. Dans le cas de la société civile, un tiers indépendant se chargera de faciliter un examen approfondi des lignes directrices actuelles visant les collèges et proposera une voie à suivre avant la prochaine désignation des membres du Conseil d'Administration de l'ITIE pour le mandat 2019-2021. On s'attend à ce que la participation d'un tiers doté d'une expérience et d'une expertise pertinente contribue à renforcer davantage les lignes directrices applicables au collège de la société ainsi que les processus de gouvernance.

DK a noté qu'il a participé à sa première réunion du Conseil Mondial (CM) en octobre 2017 en tant que représentant du CPA. S'agissant de PCQVP en Afrique, il convient de noter le développement continu de la stratégie mondiale de PCQVP 2020-2025. La réunion du CM a inclus une vaste réflexion sur la théorie

du changement de PCQVP, comprenant une réflexion sur les priorités et les défis de chaque région. DK a noté que les problèmes se produisant en Afrique sont similaires à ceux rencontrés dans l'ensemble du réseau à l'échelle mondiale, y compris la façon de s'assurer que l'ITIE est efficace pour mener au changement. Le Conseil Mondial a fourni des commentaires sur les plans du secrétariat pour 2018, et a également procédé à une réflexion stratégique sur la façon d'utiliser efficacement la plateforme de l'Open Government Partnership (OGP) pour faire progresser l'agenda de PCQVP. DK a noté qu'il y a un certain nombre de sous-comités composés de membres issus à la fois du CM et du Conseil d'Administration (sur la gouvernance, l'espace civique et le développement stratégique). DK a évoqué les discussions relatives à l'Assemblée Mondiale de PCQVP qui aura lieu en 2019. Enfin, DK a rappelé les priorités collectives du Conseil Mondial pour 2018, à savoir : contribuer à la préparation réussie de l'Assemblée Mondiale 2019 ; mettre en pratique ce que nous prêchons et soutenir la bonne gouvernance des coalitions nationales ; assurer une large consultation avec les membres de PCQVP au sujet de l'élaboration du plan stratégique pour 2020-2025.

Rapports des Coordonnateurs Régionaux

Étant donné qu'il n'y a pas de Coordonnateur Régional pour l'Afrique de l'Ouest anglophone, ED a présenté un aperçu de la situation rencontrée par les coalitions en Afrique de l'Ouest anglophone, ainsi que des plans en cours d'élaboration pour remobiliser la Sierra Leone, le Libéria et le Ghana. De plus, ED a noté que la société civile en Gambie souhaite s'impliquer dans les activités de PCQVP. ED a aussi noté que la Fondation FORD soutient PCQVP au Nigeria par le biais d'un projet sur la mise en œuvre de l'ITIE qui s'achèvera à la fin de ce trimestre (mars 2018). Enfin, ED a souligné l'importance de prendre en compte le genre et a invité à poursuivre la réflexion à ce sujet aux niveaux sous régional et régional ; ainsi que sur la façon de maximiser l'apport de PCQVP dans le cadre de la révision des codes miniers régionaux tels que la CEDEAO. ED a fait remarquer qu'elle avait été invitée, en sa qualité de membre du comité de pilotage de PCQVP Nigeria, à participer à la première journée de l'atelier PCQVP des extracteurs de données qui avait eu lieu à Lagos en octobre 2017.

DS a présenté le rapport préparé par l'ancienne Coordinatrice Régionale en Afrique orientale et australe ainsi que son propre rapport sur l'Afrique de l'Ouest francophone. Étant donné que le représentant du CPA pour la sous-région de l'Afrique orientale et australe n'était pas présent, et que la coordinatrice régionale en Afrique orientale et australe a récemment démissionné, le CPA a pris note des questions qui exigent leur participation mais a décidé de reporter l'examen plus détaillé jusqu'à la prochaine téléconférence lorsque le représentant de l'Afrique orientale et australe sera présent.

FN a fait remarquer son soutien pour l'approche consultative de l'engagement régional en Afrique de l'ouest anglophone. En Afrique de l'Ouest francophone, FN a également noté la nécessité de s'assurer que les représentants (qu'il s'agisse des membres du Conseil d'Administration de l'ITIE, des membres du Conseil Mondial ou des membres du CPA) soient informés et invités à des réunions pertinentes afin de

soutenir une meilleure redevabilité. FN a profité de l'occasion pour signaler l'excellent travail que Carol KIANGURA a entrepris alors qu'elle était coordinatrice régionale en Afrique orientale et australe.

Il a été noté qu'il sera important pour le CPA de soutenir les coalitions dans les mois qui viennent afin qu'elles s'impliquent auprès de leur Secrétariat National ITIE au sujet de la planification de la Conférence Internationale de l'ITIE, et pour s'assurer qu'il y a une forte représentation de la société civile parmi les délégations nationales. Il a également été suggéré que les membres du Conseil d'Administration de l'ITIE issus de la société civile pourraient s'impliquer plus activement auprès d'autres leaders du mouvement PCQVP (notamment les trois représentants de l'Afrique au sein du Conseil Mondial) pour les soutenir dans le partage de l'information après les réunions du Conseil d'Administration de l'ITIE.

Programme de travail 2018 du Secrétariat International de PCQVP et processus de planification stratégique 2020-2025

FN s'est félicité du programme de travail et a remercié le Secrétariat pour le travail qu'il a accompli. Il a été demandé des clarifications au sujet des raisons poussant certains pays à poursuivre les campagnes sur les divulgations obligatoires, ainsi que de la façon dont le genre est reflété dans le programme de travail au-delà de l'ITIE. En ce qui concerne le processus de planification stratégique, le CPA a discuté de la pertinence potentielle de la transparence du commerce des matières premières pour la campagne PCQVP dans son ensemble, et a également suggéré que le suivi budgétaire pourrait jouer un rôle plus important, tout en continuant de nous assurer que le travail de PCQVP est pertinent pour les communautés touchées par les activités extractives.

Élaboration de stratégies à l'échelle sous régionale

DS a rappelé le processus entamé à Livingstone, en Zambie, pour développer des stratégies de plaidoyer à l'échelle sous régionale. Il s'en est suivi une discussion entre le Comité de Pilotage Afrique et ET (invitée en tant qu'observatrice) à propos de la meilleure manière de développer davantage les stratégies sous régionales afin qu'elles soient réalisables et aient un impact. Étant donné le manque de ressources humaines et financières, c'est un défi permanent qui nécessite une réflexion plus approfondie selon le CPA, si nous souhaitons que les sous-stratégies régionales soient en mesure de mener à un travail efficace et entraînant un impact d'envergure.

Jour 2

Examen des discussions de la journée précédente

TS a présenté un résumé des principaux points de discussion et des décisions du jour précédent. Le CPA a convenu que la synthèse était le reflet fidèle des discussions.

Examen et adoption de la charte Afrique

Le CPA a examiné les révisions et les suggestions proposées pour la Charte au cours de la conférence Afrique. Le CPA a examiné la question des sous-régions et a convenu que, pour l'instant, les coalitions en

Afrique représenteraient les divisions politiques des sous-régions puisque cela contribue à l'efficacité des approches sous régionales de plaidoyer. Il a également apporté quelques révisions mineures à la formulation afin de clarifier le sens entre les versions française et anglaise. La version finale de la Charte a été adoptée et elle sera examinée à nouveau en 2020.

Examen du manuel de gouvernance : élaboration d'un cadre de travail pour les principes de fonctionnement de PCQVP

SR a présenté un aperçu des travaux du sous-comité en charge de la gouvernance qui est composé de six membres du Conseil d'Administration et du Conseil Mondial, y compris DK, qui représente le CPA au sein du Conseil Mondial. Le sous-comité procède à un examen du manuel de gouvernance de PCQVP, y compris le processus électoral pour les membres du Conseil Mondial ; et l'élaboration d'un cadre pour le suivi de l'application des principes de fonctionnement de PCQVP par les coalitions nationales. Le CPA a fourni des commentaires sur l'approche relative au cadre, y compris des indicateurs ainsi que des mesures proactives et réactives. Les commentaires ont inclus un certain nombre de suggestions utiles et pratiques, y compris l'élaboration de fiche d'analyse de performance des coalitions nationales en termes d'application des principes de fonctionnement de PCQVP.

Partenariats stratégiques

ET a été invitée à présenter le travail et les priorités stratégiques de NRG1 dans le continent. ET a fourni au CPA un aperçu général des travaux de NRG1 en Afrique, y compris au niveau national (en Tanzanie, au Ghana, au Nigeria, en RDC et en Guinée) et aussi au niveau régional par l'intermédiaire de leurs programmes de renforcement des capacités. ET a souligné l'importance que la société civile établisse des relations stratégiques avec les principaux intervenants dans le domaine de la gouvernance des ressources naturelles, y compris les journalistes, les universitaires, les parlementaires et les étudiants. C'est particulièrement important pour s'assurer que lorsqu'une bonne mesure législative ou réglementaire est approuvée, qu'elle soit aussi réellement mise en œuvre. ET a réaffirmé l'engagement et la volonté de NRG1 de travailler en tant que partenaire financier et technique avec les coalitions PCQVP dans leurs pays prioritaires, tout en notant qu'il est de plus en plus important pour leurs partenaires d'être en mesure de démontrer d'excellentes capacités organisationnelles et opérationnelles pour gérer les projets, ainsi qu'une expertise technique.

Le CPA s'est félicité de l'opportunité d'impliquer un partenaire clé et de longue date de la campagne PCQVP et a eu un échange de vues franc et fructueux sur la façon de relever les défis et de profiter des possibilités ensemble.

Engagement des membres

Le CPA a examiné la demande de ré-affiliation à PCQVP en instance émanant de la coalition du Gabon. Il a été noté que des défis majeurs sont survenus au Gabon au cours des trois dernières années. Néanmoins, il a été noté que les défis passés ne devraient pas empêcher le CPA de prendre une décision relative à la demande. Le CPA a examiné la demande, y compris la liste des membres, et a noté que toutes les

organisations membres énumérées sont crédibles et sont connues des membres du CPA de la région. Le CPA a proposé d'approuver la demande et a recommandé que DK entreprenne une mission dans le pays pour une installation officielle. Le CPA a noté que la nouvelle coalition serait aussi invitée à soumettre d'autres documents, y compris un protocole d'accord signé par tous les membres ainsi que des preuves des récents rapports financiers et narratifs au sujet de leurs activités.

En ce qui concerne la Mauritanie, il a été convenu que des informations supplémentaires sont nécessaires pour comprendre les défis auxquels fait face la coalition avant que le CPA puisse proposer des actions.

Assemblée Mondiale de PCQVP de 2019

DS a présenté une proposition de lieu et des dates pour la prochaine Assemblée Mondiale de PCQVP qui aura lieu en 2019. DS a décrit les critères en fonction desquels la proposition a été faite, tels que l'accessibilité (visas), le coût et la distance, les opportunités de collecte de fonds et l'importance stratégique de la région en matière de gouvernance du secteur extractif. Le CPA a discuté en détail de la proposition et a décidé de recommander la proposition au Conseil Mondial. En outre, il a recommandé que, pour la prochaine fois, le Conseil Mondial élabore un processus de sélection plus inclusif du pays hôte de l'Assemblée Mondiale, en ouvrant une candidature avec les critères de sélection bien définis. Le CPA a également recommandé que le Conseil Mondial examine davantage les propositions de dates en février 2019, en tenant compte des autres événements qui auront lieu dans la région.

Clôture de la réunion

Appliquant la bonne pratique de publier un Communiqué à la fin des rencontres au sommet de PCQVP, le CPA a publié un Communiqué final de ses travaux dont la substance a été présentée aux journalistes lors d'une Conférence de Presse.

À la suite de la conférence de presse, BM a fourni un résumé de clôture des débats et des décisions prises au cours de la réunion.